

5e session ordinaire des ministres du COPAX Des réformes s'imposent

SM

Libreville/Gabon

C'est l'une des résolutions de ces assises qui ont réuni, le week-end dernier, à Libreville, l'ensemble des ministres du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (COPAX). Celle-ci est une réaction au rapport de la Commission défense et sécurité (CDS), selon laquelle, les aspects politiques et sécuritaires présentent des "points préoccupants" ayant un impact négatif sur la stabilité et le développement socio-économique dans la sous-région.

OUVERTE samedi dernier, dans un hôtel de Libreville, la 5e session ordinaire du Conseil des ministres du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (COPAX)



Photo : F.M.Mombo

Le président de la 5e session réunie à Libreville.

a pris fin, hier, sur une nouvelle vision et les efforts à déployer pour assurer la paix et la stabilité de la sous-région. Ainsi, sur la base du rapport de sa Commission défense et sécurité (CDS), réunie la veille, les ministres du COPAX ont, au regard de la situation politique et sécuritaire en Afrique centrale, insisté sur

l'urgence et l'impérieuse nécessité de réformer cette organisation communautaire. Ceci dans le but, entre autres, de se réapproprier leur propre sécurité et améliorer l'efficacité de la gouvernance. Pour ce faire, il a été décidé de la convocation d'une session extraordinaire, laquelle sera précédée d'une CDS, en vue



Photo : F.M.Mombo

Une phase des travaux.

du lancement d'une réforme institutionnelle, structurelle et fonctionnelle du COPAX. Notamment avec la participation de tous ses Etats membres. Cette rencontre aura permis à ces membres des gouvernements d'aborder et d'examiner les risques potentiels que court la sous-région en terme

de menaces à la paix, à la sécurité et à la stabilité. Tout comme elle a permis d'examiner et de faire face à toute franchise aux problèmes, aux faiblesses et aux lacunes de cet organe communautaire, pour opposer une réponse susceptible de mitiger les risques identifiés. De même, la rencontre a contribué à tra-

cer des pistes d'actions et de recommandations, aux fins de donner au COPAX, un rôle significatif et déterminant dans la sécurité communautaire. D'où cette volonté et cette détermination affichées par les ministres du COPAX, à mettre en pratique les diverses stratégies élaborées lors de ces assises. Y compris la nécessité de pérenniser une organisation efficace pour pouvoir s'inscrire dans une démarche pro-active. C'est donc dans une démarche d'appropriation, de solidarité et d'efficacité que le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale entend désormais placer ses actions. Une approche qui confirme l'impérieuse nécessité de réformer la structure.

Législatives 2018

L'UN à la conquête d'Akanda



Photo : Chris Oyamé

Mme Chantal Gondjout a appelé les militants à se mobiliser pour les élections législatives d'avril prochain.



Photo : CHRIS OYAME

Une vue des militants de l'UN d'Akanda.

A chaque cellule, Chantal Gondjout a entretenu les militants et autres sympathisants sur la note de cadrage du bureau national. Ce qui lui a permis d'aborder essentiellement le prochain scrutin législatif. Sur ce point, l'oratrice a demandé à tous les citoyens ayant 18 ans révolus d'aller se faire enrôler impérative-

ment sur les listes électorales, le moment venu. "Tous ceux qui, a-t-elle dit, ne sont pas encore enrôlés doivent également le faire pour accomplir leur devoir civique le moment venu. Car, ceux qui sont morts le 31 août 2016 sont morts pour valoriser le bulletin de vote. Nous devons donner un sens à leur mort en allant

voter massivement aux prochaines échéances électorales". Pour cette responsable de l'UN, "boycotter les Législatives est un acte qui va entraîner plusieurs conséquences dans l'avenir". C'est pourquoi, elle a appelé les Gabonais à se mobiliser massivement pour ledit scrutin.

C.O.

Akanda/Gabon

DANS la perspective des prochaines élections législatives prévues pour avril prochain, une délégation du bureau national de l'Union nationale (UN), l'un des principaux

partis membres de la Coalition pour la nouvelle République (CNR), conduite par sa trésorière nationale adjointe, Chantal Gondjout, a, dernièrement, sillonné, la commune d'Akanda. Le but de cette sortie était de sensibiliser les militants et sympathisants de cette formation politique résidant dans cette partie du nord de Libreville, sur la note

d'orientation pour la redynamisation du parti que préside Zacharie Myboto. A l'occasion, une coordination de zone et trois cellules de base ont été installées par le coordinateur communal de Libreville, Romuald Ondo Nguema, qu'assistait le coordonnateur national du mouvement des jeunes Firmin Ollo Obiang.

Opposition/Déclaration du Front républicain Le divorce entre l'Etat gabonais et Veolia approuvé

C.O.

Libreville/Gabon

SEPT partis politiques se réclamant de l'opposition dite "républicaine et démocratique", membres du Front républicain (FR) ont fait une déclaration, hier, dans une salle des fêtes du quartier Lalala, dans le 5e arrondissement de Libreville, sur la récente rupture, par l'Etat, du contrat qui le liait à Veolia. Le porte-parole du FR a fait la genèse de ce partenariat: «le Gabon a privatisé le service de production, du transport et de la commercialisation de l'eau et de l'électricité assuré par la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG)». Une décision prise en toute souveraineté, selon le FR. Laquelle a conduit à la signature d'une convention de concession avec Veolia



Photo : CHRIS OYAME

Les leaders du Front républicain à l'occasion de leur déclaration.

«qui vient d'être résiliée par le gouvernement, le 16 février 2018». Car, tout client de la SEEG a fait les frais des délestages intempestifs et des coupures injustifiées. «Il ne serait pas excessif d'affirmer que la SEEG-Veolia a failli à sa mission», a déclaré le Front républicain. La coalition de partis politiques de l'opposition républicaine et démocratique a félicité le président de la République pour la résiliation de la convention de

concession signée avec cette entreprise française. Et le FR a exhorté le gouvernement à tout mettre en œuvre pour corriger les errements relevés et à assurer une fourniture de qualité en eau et en énergie. Tout en l'invitant à préserver et à améliorer l'outil de production, à maintenir les emplois existants, à privilégier le dialogue social, gage d'une productivité accrue qui a parfois fait défaut au sein de la SEEG-Veolia.

www.ecig-gabon.com



ecig.gabon@gmail.com

OFFRE SPECIALE
DU 15 Février 2018
AU 30 Avril 2018

-25%
de Remise pour
autres quantités




3 Pneus Achetés = 1 GRATUIT



PNEUS DU GROUPE
Continental

Nos points de vente

Z.I. OLOUMI (face FOPI entrée BERNABE) ouvert du lundi au samedi
Tél : +241 01 74 30 06 / 06 25 98 64 / 07 05 31 05 / 02 45 35 45
OKALA à côté de BALLON D'OR ouvert 7/7 jrs Tél : +241 04 84 08 00 / 06 00 82 00